

## QUAND L'AMÉRIQUE REFAIT LE MONDE

Ghassan Salamé

Paris, Fayard, 2005, 550 pages

Presque dix années après son *Appels d'Empire*<sup>1</sup>, Ghassan Salamé nous offre un ouvrage de 550 pages sur une *Weltanschauung* américaine qui ne laisse pas d'inquiéter, mais dont les Européens, finalement, connaissent mal les arcanes. Un tel ouvrage était nécessaire, et le travail de Ghassan Salamé se révèle précieux pour au moins trois raisons : il constitue un tour d'horizon quasi complet du rapport actuel de l'Amérique au monde, il propose une perspective critique d'autant plus implacable qu'elle ne tombe pas dans le pamphlet antiméricain, enfin l'auteur, en mobilisant des sources essentiellement américaines, nous fait vivre des débats, des tonalités, des arguments dont le politiquement correct se situe bien loin de notre « vieille Europe ».

On est d'abord impressionné par la puissance de travail qu'il a fallu déployer pour parachever ce livre qui pourrait bien s'imposer comme référence en la matière. En sept chapitres (plus une introduction et une conclusion réellement substantielles), Salamé passe au crible le débat stratégique et doctrinal (« Enfin seule : l'Amérique en quête d'une *Grand Strategy* »), ses ressorts idéologiques dans cet inquiétant moment néo-conservateur (« La dérive néo-conservatrice »), les rapports de force entre différents acteurs de l'action extérieure américaine (« Soldats, diplomates et espions »), le rapport qu'entretient Washington au multilatéralisme et au droit international (« À quoi sert le droit international ? »), ses relations avec les alliés (« La fin de l'Occident ? ») et avec tous les autres, dans cette étrange instrumentalisation du leitmotiv globalisateur (« La globalisation à l'épreuve de l'intérêt national ») et pour finir l'obsession du « nouvel ennemi » arabomusulman (« Le nouvel ennemi »), entretenue savamment par quelque(s) vénérable(s) « islamologue(s) de cour ».

Au final, c'est le tableau d'une stratégie néo-impériale qui se dessine, dont les moments forts sont décortiqués ici, comme la *Strategy for National Security* de septembre 2002. Ce « choix impérial » repose selon l'auteur sur plusieurs éléments fondamentaux : le maintien volontaire de l'ordre unipolaire ; une réévaluation permanente des menaces, dans un discours dont la marge de manœuvre est d'autant plus grande qu'il place au cœur de son analyse les *unknown unknown* (ces dangers que l'on ne sait même pas ne pas connaître) ; un rejet de la dissuasion au profit de l'offensive préemptive ; une révision du concept de souveraineté qui autorise n'importe quelle intervention militaire ; une marginalisation des normes internationales au profit de l'action unilatérale ; une révision du concept

---

1. Gh. Salamé, *Appels d'Empire*, Fayard, Paris, 1996.

d'alliance selon laquelle c'est désormais « la mission qui détermine la coalition » et non plus l'inverse ; enfin une attirance pour le « chaos créatif » plutôt que pour le statu quo ou la stabilité du système international. Ces « affinités électives » des décideurs américains seraient grandement déterminées par une droite chrétienne dont l'influence sur le pouvoir politique actuel tient du « contrat faustien » (p. 184), avec ce que cela implique pour l'exercice d'une politique étrangère qui se veut moralisatrice.

L'ouvrage se plonge plus en profondeur dans une sociologie du système américain et dans le rapport de ce système au reste du monde. C'est là sans doute, dans cette construction d'une vision d'ensemble et d'une dialectique complexe entre jeux d'acteurs internes, croyances, actions extérieures et perceptions, que l'apport de ce travail est le plus net. « Sparte dans toute sa gloire » contrôle les « parties communes » de la planète (p. 193), mais une sociologie militaire un tant soit peu fouillée laisse apparaître des faiblesses. Surtout, la politique de l'Amérique dans le monde n'est plus faite par ses diplomates et, à force d'écarter les professionnels des relations internationales, on en arrive à oublier des règles simples : « nous découvrirons, mais un peu tard, que nous avons besoin d'avoir des alliés et des amis », se lamente ainsi Colin Powell (cité p. 259). Le droit international est aujourd'hui considéré comme une « horreur supranationale » à Washington (p. 263 *sq.*), et le « nationalisme juridique » américain prend des libertés douteuses. C'est au final un combat contre le principe de sécurité collective qui est livré par Washington : on bataille contre la Cour pénale internationale (CPI), on dénonce les traités contraignants, on met fin à la maîtrise de l'armement et, plus fondamentalement, on s'attaque à l'Organisation des Nations unies (ONU) au point de la présenter comme la prochaine cible des États-Unis après l'Irak<sup>2</sup>. Sur ce point, le fossé se creuse avec une Europe qui tient toujours le multilatéralisme et le dialogue pour les meilleures garanties de sécurité. L'étrange processus qui génère la politique étrangère américaine actuelle finit par aboutir au divorce d'une Amérique de plus en plus impopulaire avec le reste du monde. C'est là l'objet de toute la seconde partie de l'ouvrage.

Divorce avec les alliés européens d'abord, dont le rejet du tout militaire est considéré comme une faiblesse méprisable, tandis que certains à Washington en arrivent à souhaiter explicitement l'échec d'une Europe politique. Divorce avec le Sud également, lorsque l'Amérique instrumentalise la mondialisation « comme une machine de guerre » (p. 381) pour asseoir sa suprématie sous couvert d'ouverture commerciale. Divorce aussi avec la Russie, que l'on pousse à nouveau dans le camp adverse à force d'incursions dans son ancien « étranger proche », ou avec la Chine, à force d'hésitations entre opportunisme économique et analyses politiques guerrières.

---

2. R. Perle, cité p. 314.

Divorce, enfin et surtout, avec un monde arabo-musulman désormais considéré à Washington comme le « nouvel ennemi », et dont la relation à l'Amérique fait l'objet du dernier chapitre de l'ouvrage – probablement l'un des meilleurs. La faillite de toute une analyse américaine du monde arabo-musulman est exposée ici sans concession. Qu'elle minimise le rôle de la question palestinienne, qu'elle délivre une lecture pathologique d'une « rage irrationnelle » des musulmans contre l'Occident, ou qu'elle croie dans le « choc des civilisations » de Samuel Huntington, l'actuelle pensée américaine dominante commet au moins deux erreurs majeures : elle refuse de comprendre des sociétés qu'elle finit par caricaturer dangereusement et elle persiste à refuser de voir que l'on peut détester l'Amérique pour ce qu'elle *fait* et non pas uniquement, comme elle aime à le croire, pour ce qu'elle *est*. Des erreurs politiques dont l'impact est lourd de conséquences : l'invasion de l'Irak, par exemple, pourrait bien être, parmi les processus qu'elle a dégoupillés, « le cadeau de l'Amérique à Oussama Ben Laden » (p. 474) ; et le soutien à un Israël transformé en « 51<sup>e</sup> État », parfois jusqu'à en inverser la relation patron-client et à aligner la diplomatie américaine sur les options du Likoud, nourrit dangereusement les accusations de « double standard » ainsi que l'antiaméricanisme.

Au final le tableau dressé par Salamé est sombre : une Amérique impatiente de renouer avec son passé révolutionnaire cherche à imposer un nouveau droit international propice à ses seuls intérêts impériaux. Une Amérique dont le discours bienfaiteur n'est pas suivi en pratique par la politique étrangère mise en œuvre. Une Amérique autiste, conditionnée par des médias parfois « goebbelsiens » (p. 535, à propos de *Fox News*), guidée par des « matamores en chambre » (p. 189) qui dans leur simplisme refusent de comprendre que l'on peut « aimer Julia Roberts, mais pas Condoleezza Rice » (p. 486) ou qui ne voient pas de contradiction à se présenter à la fois comme l'allié le plus sûr d'Israël et comme le meilleur médiateur dans le conflit israélo-palestinien. Certes tout n'est pas si simple et une autre Amérique que celle des faucons, au fond d'elle-même, doute. Des voix s'élèvent contre les tendances les plus radicales, à l'image de ces « sceptiques de l'Empire » (p. 117 *sq.*), qui ne suivent pas le « choix impérial ». Si la France a tant gêné les Américains dans son opposition à la gestion de la crise irakienne, c'est selon Ghassan Salamé parce qu'elle « parlait pour l'Amérique qui s'est tue » et qui partageait les doutes français.

Dans ce réquisitoire, l'auteur fait parler le courant dominant, exposant ses dérives sans toutefois prendre toujours le temps de laisser la parole à la défense. Certains débats, il est vrai, sont déjà connus : les régimes abattus par les interventions militaires américaines (ceux de Saddam et des Talibans) étaient-ils défendables ? L'Amérique aveuglée par son besoin de sécurité va sans doute trop loin dans son obsession du rapport de force, mais a-t-on bien saisi, depuis l'Europe, l'ampleur du traumatisme qui l'a

touchée après les attentats du 11 septembre 2001 ? L'interventionnisme « donquichottesque » de George W. Bush (p. 514) est certes lourd d'effet pervers, mais quelle alternative hormis la résignation ? Parce que l'ouvrage se veut plus novateur, ces débats auxquels la réponse néo-conservatrice est désormais bien rôdée ne sont pas repris. Plutôt, on s'y interroge sur la dynamique qui peut s'instaurer entre intervention militaire et démocratisation. Sur les conséquences qu'il peut y avoir à galvauder l'argument de la lutte contre le terrorisme ou la prolifération dans de faux combats en réalité programmés à l'avance (comme l'Irak). Sur l'engrenage, aussi, dans lequel se sont lancés des États-Unis confrontés aujourd'hui à une longue liste de tâches où le succès est loin d'être garanti, mais où l'échec serait « irréparable » (p. 517). Ou encore sur la relation entre *realpolitik* et *moral-politik*, lorsque l'on prétend les rendre indissociables.

Salamé parvient finalement à une conclusion inattendue : contrairement aux apparences, les États-Unis ne sont pas encore un Empire. L'auteur expose les raisons de son scepticisme : les limites intrinsèques d'une puissance militaire qui n'est pas fondée sur une autorité morale ; les limites financières que soulève inmanquablement une ambition aussi élevée ; les limites que l'opinion américaine apportera à une action extérieure tous azimuts si le prix en est aussi élevé qu'en Irak ; les limites, enfin, qu'il peut y avoir à tenter de refaire le monde... seul. Au final, le projet américain pour la planète est très peu pensé. Dans sa composante impériale il est « hésitant, réactionnel » (p. 540), presque improvisé. L'Irak en est l'illustration, et là se situe la limite d'ensemble de cette Amérique qui « refait le monde », un monde qui néanmoins « ne peut plus vivre sans ni encore moins contre elle ».

Pour écrire cet ouvrage, Ghassan Salamé pouvait prendre au moins deux chapeaux. Celui de l'acteur<sup>3</sup>, habitué aux arcanes du pouvoir, et celui de l'universitaire. C'est sans aucun doute le second qui prévaut ici, ce qui nous vaut un remarquable panorama du débat intellectuel américain d'aujourd'hui. Les ouvrages qui structurent le débat sont ici synthétisés, critiqués, avec pédagogie. Les Abrams, Bacevich, Calleo, Gaddis, Hoffmann, Ikenberry, Kagan, Kaplan, Kissinger, Krauthammer, Kristol, Kupchan, Layne, Luttwak, Mearsheimer, Nye ou Pipes, pour ne citer qu'eux, sont passés au crible d'une lecture précise et engagée. Ce sont eux en réalité, plus encore que Bush, Rice ou Rumsfeld, les vrais acteurs de ce livre. Les meilleures flèches sont réservées à Samuel Huntington mais surtout à Bernard Lewis. L'auteur du *Choc des civilisations*<sup>4</sup>, qui sait « changer de registre » mais garde la même panique, est même soupçonné implicitement de racisme (p. 506)<sup>5</sup>. « Intronisé oracle », l'auteur de *The Middle-East*

3. Ancien ministre libanais de la Culture et surtout conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'ONU.

4. S. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

5. Voir surtout p. 434 sq.

*and the West*<sup>6</sup>, « devenu subitement aussi prolifique que péremptoire », est déchu de son piédestal universitaire, à force de céder à la tentation de devenir le gourou de décideurs incultes (p. 442 *sq.*). Il faut admettre un certain plaisir à la lecture de ces règlements de compte souvent salutaires. On pardonnera dès lors aisément à Salamé d'accorder une place peut-être trop importante, dans ses sources, aux revues *Foreign Affairs* et surtout *National Interest*, ou à son éditeur d'oublier parfois de reprendre dans la bibliographie finale les auteurs mentionnés dans le corps du texte.

Plus fondamentalement, l'équation personnelle de Salamé (à la fois acteur et universitaire), la place et l'influence tenues aux États-Unis par les intellectuels dont il est question dans ce livre, doivent susciter une réflexion pour le paysage scientifique européen et surtout français. Si l'on peut regretter l'orientation prise par les muses néo-conservatrices, on ne peut qu'envier l'intérêt dont ces intellectuels font l'objet auprès des décideurs. Si l'on note le décalage entre d'une part l'optimisme idéologique de certains universitaires et d'autre part le bilan de la politique qu'ils ont inspirée, on admire néanmoins l'interaction qui existe entre la pensée et l'action, *via* notamment l'existence de nombreux *think tanks*. Si l'on peut souligner, comme on l'a fait plus haut, que le chapeau universitaire de Salamé prime ici sur son chapeau d'acteur, on est obligé de constater que, sur le Vieux Continent, trop rares sont les « double-hat men »... Faut-il alors s'effrayer, comme semble parfois le faire l'auteur, de cette influence des guerriers en robe universitaire auprès du pouvoir américain, ou plutôt souhaiter que l'Europe ait à son tour, et selon ses propres orientations, des experts du même ordre capables de conseiller les décideurs politiques ?

Quelle que soit l'opinion que l'on porte sur l'actuelle politique américaine, l'essai est réussi : l'étudiant y trouve la synthèse qui lui manquait, le lecteur curieux découvre un monde qu'il ignorait. Le spécialiste des relations internationales, quant à lui, est heureux de retrouver Salamé l'Universitaire.

**Frédéric Charillon**

Professeur des universités en science politique

---

6. B. Lewis, *The Middle East and the West*, Bloomington, Indiana University Press, 1964.

## RELATIONS INTERNATIONALES

---

### L'ENSAUVAGEMENT. LE RETOUR DE LA BARBARIE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

Thérèse Delpech  
Paris, Grasset, 2005, 366 pages

Que retiendra-t-on, selon son âme, de ces pages : la fureur du désespoir, l'appel à la grandeur du politique ? À travers l'horreur du XX<sup>e</sup> siècle, Thérèse Delpech nous pousse à considérer le nôtre : et le chemin, et la perspective, sont éprouvants.

Ce XX<sup>e</sup> siècle, si rationnel dans ses discours scientifiques ou idéologiques, peut-être a-t-il donné aux passions humaines leur mode d'expression collective le plus violent. Et il se clôt sur un paysage qui semble plus que jamais la proie de la violence, de l'instabilité, de la soudaineté et de la surprise, bref du désordre. La vitesse dans l'action, la force immaîtrisée – c'est-à-dire la barbarie –, la circulation sans frontière de la violence : voilà ce que nous promet notre actualité, croisement des passions du XX<sup>e</sup> siècle et de la mondialisation.

Le parcours du livre traduit le talent baroque de l'auteur à user de toutes les formes de la pensée, de tous les éléments d'une culture, pour comprendre cette marche du monde qui n'est plus vraiment – si elle le fut jamais – un *progress*.

Tournant le regard sur le « long » XX<sup>e</sup> siècle, Thérèse Delpech en

retient quelques traits : l'universalisation du mythe égalitaire, l'échec à le concrétiser politiquement et le ressentiment qui s'ensuit, le renfermement sur un « principe de plaisir » qui conduit de l'ignorance du réel à une dangereuse paix par l'ignorance, l'industrialisation enfin de la violence, qui fait l'*ensauvagement* particulier du siècle. Ce terrifiant XX<sup>e</sup> siècle – la vaste culture de l'auteur multiplie les exemples peu amènes –, le promontoire de 1905 permettait déjà de le considérer : politiquement (la guerre russo-japonaise ou la première révolution russe), philosophiquement (la publication des *Trois essais* de Freud), scientifiquement (la première apparition de la relativité), artistiquement (l'irruption des *Fauves*)... En 2005, il faut donc considérer aussi le futur ; et Thérèse Delpech s'y emploie, plantant sa toile en 2025 avant de revenir au présent.

Trois éléments percent des tendances à venir, qui dessinent la menace d'une violence sans borne : la longue promesse d'un terrorisme qui bénéficie, pour se manifester, de conditions politiques et technologiques optimales ; la prolifération mal gouvernable des armes de destruction massive, dont l'attractivité n'a, de fait, jamais été aussi grande ; l'organisation d'une nouvelle structure de puissance en Asie, structure qui pourrait être l'axe des rapports stratégiques du siècle qui s'ouvre. On retiendra particulièrement les passages qui concernent cette Asie, qui n'a toujours pas liquidé l'héritage de la Seconde Guerre mon-

diale, et pourrait nous faire replonger, autour de Taïwan, dans une nouvelle question d'« Alsace-Lorraine », au beau milieu d'une géographie des puissances transformée par l'émergence de la Chine et de l'Inde.

Il est difficile de résumer un tel essai : le bombardement des idées, des rappels, des références, suffoque. De temps à autre, à peine peut-on sortir la tête de la tranchée, envisager quelque idée contraire. L'Europe est-elle si médiocre, si loin du monde que le suggère l'auteur : faut-il jouer en Asie pour faire grand, ou prendre plutôt en charge notre vaste alentour – lequel n'est avare ni de malheurs ni de menaces ? Moscou est-elle vraiment rentrée dans un temps régressif, réactionnaire, ou Poutine exprime-t-il les contradictions mêmes d'une Russie dont les problèmes, les mythes et le temps sont propres : ignorer cette particularité (il n'est pas nécessaire de la bénir), n'est-ce pas pousser les feux hors de toute raison – trop d'Occidentaux l'ont déjà fait dans les années 1990 avec les résultats que l'on sait – ? Et faut-il vraiment chercher chez les Baltes la lucidité face aux leçons de l'histoire – surtout le 8 mai 2005 ?

« N'importe ! » eût dit Bernanos – il y a du Bernanos dans ces pages –, on demande moins à une prophétie de démontrer la réalité que de l'exprimer dans ses forces, ses pulsions, ses exigences. Exigence : celle de ces pages est morale, avec une belle référence à Milovan Djilas : « En politique, plus que partout

ailleurs, le commencement de tout réside dans l'indignation morale ».

C'est cette exigence qui nous conduit au dernier mot du texte : *politique*. Et retournant des perspectives à l'urgence politique, la dernière partie de l'essai s'affronte à quelques choix possibles, sur la montée de la puissance chinoise, l'inquiétant destin de la Corée, l'énigme russe, l'introuvable camp occidental, ou la difficile maîtrise du nucléaire.

Livre de passion sur la passion humaine incarnée dans l'Histoire, *L'Ensaucement* nous parle bien au-delà de ses mots, nous dit le grand espoir de saisir l'irraison par notre raison, par notre volonté, de lui faire rendre gorge. La dureté du propos, son âpreté, mesurent son ambition. Chostakovitch, dans sa prophétie ardente et grinçante, pourrait accompagner ce texte. Mais il faudrait, après, passer à Mozart : à cet *Agnus Dei* du Couronnement peut-être, qui demande si élégamment la paix, avant de l'exiger. Comme si la prière ne pouvait suffire.

Dominique David

**L'IMPUISSANCE DE LA PUISSANCE.  
ESSAI SUR LES NOUVELLES RELATIONS  
INTERNATIONALES**

Bertrand Badie  
Paris, Fayard, 2004, 312 pages

La couverture du dernier ouvrage de Bertrand Badie est bien choisie. On y voit un char en flammes dans un paysage désertique. La légende

nous dit que cette photo a été prise « à la frontière de l'Irak ». Rien n'exclut qu'il puisse s'agir d'un char irakien détruit par l'invasion américaine de mars 2003. Pourtant, c'est en deuxième analyse seulement que cette idée vient au lecteur, persuadé de voir un char américain victime d'une embuscade de la résistance irakienne, dérisoire symbole de l'embourbement de la « puissance » américaine en Irak.

B. Badie ne limite pas son propos à l'épisode irakien et nous propose une analyse globale de la puissance dans l'après-guerre froide. Il nous montre que la figure hobbesienne de l'« État-gladiateur » (p. 7) est aujourd'hui périmée. La performance de Mars casqué dépendait de plusieurs facteurs. Il devait « jouer dans une arène unique » : la puissance se mesurait seulement à l'aune de la force militaire. Il devait « ne rencontrer que ses semblables » (p. 94), des États comme lui aux pouvoirs homogènes et exclusifs. Il devait enfin, dans un jeu à somme nulle, se mesurer à un ennemi dans un combat dramatique qui donnait un sens à son existence.

Ces conditions ne sont plus remplies. La puissance n'est plus exclusivement militaire. Elle se mesure, selon l'expression de Joseph Nye, sur plusieurs « échiquiers » et ses différentes composantes ne sont plus fongibles entre elles.

Selon B. Badie, le gladiateur a cédé la place au cavalier solitaire. Celui-ci se berce de l'illusion de sa suprématie – « le retour vers la puissance

simple apparaît comme une réaction à l'extrême complexité du monde » (p. 100) –, alors que sa puissance est en fait démonétisée.

Premier handicap : la puissance nourrit le ressentiment. Certes il n'existe pas encore d'opinion publique internationale, mais il existe plusieurs opinions publiques nationales qui s'influencent les unes les autres et partagent toutes les mêmes caractéristiques : prendre le parti du faible contre le fort, critiquer la domination.

Deuxième évolution : les risques ont remplacé la menace. À l'ennemi unique et menaçant qui donnait sens à la puissance se sont substituées des menaces multiples : prolifération des armes de destruction massive, terrorisme, fanatisme religieux. On peut ne pas être d'accord avec l'auteur qui affirme que ces menaces ne recréent pas un ennemi capable de restaurer un « équilibre » doté de sens, mais on ne peut que reconnaître que ces menaces constituent un défi nouveau pour la superpuissance : « le super-gladiateur fait clairement face à des rivaux qui ont perdu tout espoir de le vaincre et qui n'ont, à ce titre, la possibilité de le défier qu'en le contestant, en créant un désordre capable de l'affaiblir ou en déployant à son encontre des stratégies de nuisance » (p. 116).

Et c'est le troisième changement, sans doute le plus important : l'asymétrie domine le monde, et les acteurs s'y sont rapidement adaptés en modifiant leurs stratégies. Il

n'est plus question de rivaliser avec la superpuissance. « Il ne s'agit plus désormais de gagner mais de faire perdre la puissance hégémonique » (p. 155). Le jeu consiste à résister à cette puissance, en défendant son autonomie dans le jeu international par la contestation (France) ou, au besoin, par le chantage (Iran, Corée du Nord).

En sociologue, B. Badie conclut à la victoire de Durkheim sur Weber : « le besoin d'intégration se substitue à celui de puissance » (p. 280). Les crises de l'ordre international ne pourront pas être régulées par l'imposition unilatérale de la force, mais par la gestion multilatérale. Formulé au moment de la réélection de George W. Bush, le pari est provocateur, quoique, sur le long terme, probablement pertinent.

**Yves Gounin**

**NEVERENDING WARS.  
THE INTERNATIONAL COMMUNITY,  
WEAK STATES AND THE PERPETUATION  
OF CIVIL WAR**

Ann Hironaka  
Londres, Harvard University Press,  
2005, 191 pages

Les guerres civiles, définies par l'auteur de cette thèse comme « un conflit à grande échelle organisé et prolongé se produisant entre un État et des acteurs politiques internes », ont été longtemps étudiées comme un phénomène uniforme où ne comptent que les acteurs locaux. Le livre prend le contre-pied de cette attitude : il souligne

les transformations qu'a connues le *pattern* des guerres civiles sur la longue durée et resitue ces guerres dans un contexte global permettant de mieux comprendre pourquoi elles ont changé.

1. Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les guerres civiles étaient brèves et décisives. De 1900 à 1944, leur durée moyenne était de 18 mois. Après 1945, cette durée a triplé et il en est résulté un nombre de morts estimé à 25 millions. Ce qui a aussi changé, c'est leur tendance à renaître après avoir provisoirement cessé. Rien d'étonnant à cela : « les guerres civiles du XX<sup>e</sup> siècle tardif sont dans une certaine mesure des créatures du système international » et ont donc reflété les transformations dudit système.

2. Le système international a influé sur les guerres civiles par le biais de la décolonisation qui a généré un nombre élevé d'entités nouvelles ayant les apparences juridiques de l'État « westphalien » tout en étant incapables d'en exercer les fonctions, ce qui fait d'elles un riche terrain pour des guerres civiles à répétition. Les guerres territoriales et les sécessions, qui, dans des temps plus anciens, auraient assuré une certaine régulation, sont virtuellement bannies par le consensus mou régnant à leur égard dans les sphères onusiennes. Quant à l'aide au développement que reçoivent ces États faibles, elle permet de sauver les apparences mais ne suffit pas à prévenir l'apparition des guerres civiles.

La guerre froide n'est plus qu'un (mauvais) souvenir, mais elle n'a évidemment pas épargné les États faibles issus de la décolonisation, en les obligeant à prendre parti bon gré mal gré pour l'un des camps et en prolongeant la durée des guerres civiles. Reste un dernier facteur, à savoir l'intervention d'États tiers dans une guerre civile, risquant elle aussi d'allonger et d'aggraver les affrontements internes.

Ce remarquable petit livre, qui a également le mérite de montrer le caractère peu explicatif de la notion de conflit ethnique, suscite cependant deux regrets. Tout d'abord il évoque certes la question de l'islam comme « idéologie transnationale » susceptible de recréer un contexte géopolitique de style guerre froide, mais l'on sent que tout cela a été écrit avant le 11 septembre 2001. En second lieu, Ann Hironaka souligne en conclusion, de façon tout à fait cohérente avec ses schémas interprétatifs<sup>1</sup>, que toute avancée dans la question récurrente des guerres civiles dans un contexte d'États faibles doit passer par ce qu'elle persiste à appeler la *world policy* sans qu'il soit bien sûr question d'en revenir au colonialisme et aux guerres de conquête. On ne peut qu'approuver les quatre orientations que l'auteur esquisse en bout de course – renforcer les États faibles, être plus tolérant envers les sécessions, l'être moins à l'égard des interventions qui ne font que

prolonger les conflits, voire ne pas hésiter à imposer la paix « par des paroles et par des actes » (*sic*) – car elles sont dans le droit fil de ses analyses, mais le simple fait de les énoncer montre à quel point la fin des guerres civiles dans le Tiers-Monde n'est pas proche.

**Bernard Cazes**

## HISTOIRE

---

### DECISIONS FOR WAR 1914-1917

Richard F. Hamilton  
et Holger H. Herwig  
Cambridge/New York, Cambridge  
University Press, 2005, 266 pages

Ce livre est une version abrégée d'un ouvrage collectif paru deux ans auparavant sous la direction des deux universitaires signataires<sup>1</sup>. Son objectif est d'identifier les raisons qui ont conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale en reconstituant minutieusement les processus de décision des cinq grands protagonistes : Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, France et Royaume-Uni.

Révétons d'emblée le résultat : aucune des thèses explicatives généralement avancées ne tient la route, qu'il s'agisse des systèmes d'alliance en présence ou des mentalités collectives censément impré-

1. Des schémas qui sont étayés par des analyses statistiques chiffrant l'impact de diverses variables indépendantes (du genre faiblesse de l'État) sur le nombre et la durée des guerres civiles.

1. R.F. Hamilton et H.H. Herwig (dir.), *The Origins of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 537 pages.

gnées de nationalisme ou de darwinisme social (sur lesquelles on est d'ailleurs peu informé).

En revanche l'examen des grands décideurs et de leurs coteries (terme beaucoup utilisé dans le livre) se révèle très éclairant. On voit ainsi apparaître deux groupes :

– les coteries qualifiées de dynastiques, celles des trois empires, mues par des considérations de puissance et de prestige et persuadées d'avoir affaire à des adversaires qu'il faut très vite contrer coûte que coûte (le pathétique de la situation était que chaque camp croyait fermement être sur une mauvaise pente...);

– les coteries dites « partisans » (car puisées dans les partis politiques au pouvoir), aux critères géopolitiques moins apparents. Pour la France, l'important était de « coller » à son allié russe quoi qu'il fasse, tandis que le Royaume-Uni était surtout sensible à l'équilibre des forces en Europe (d'où peut-être l'importance accordée à la violation allemande de la neutralité belge).

Le chiffre 1917 figurant dans le titre est là pour rappeler l'entrée des États-Unis dans la mêlée. Entrée tardive, car les enjeux balkaniques n'étaient pas particulièrement prégnants à Washington et Wilson est resté longtemps hostile à la guerre. S'il a sauté le pas en avril 1917, c'est bien sûr du fait des maladroites allemandes (guerre sous-marine à outrance et télégramme Zimmer-

mann) mais aussi, pense-t-on, pour être présent lors de l'élaboration du Traité de paix.

*Decision for War* marque le triomphe de l'individualisme méthodologique aux dépens des explications de type « holiste » (ou de la volonté d'hégémonie mondiale attribuée par Fritz Fischer à l'Allemagne wilhelmienne). Si la tragédie de Sarajevo a été suivie d'une guerre mondiale, c'est parce que trois des cinq grands protagonistes y ont vu la moins mauvaise réponse à ce qu'ils jugeaient être leur problème majeur.

Le livre illustre aussi la défaite de l'esprit prospectif, incarné par les personnages les plus inattendus : l'industriel allemand Hugo Stinnes (« Encore trois ou quatre années de paix et je peux vous garantir que l'on aboutira sans faire de bruit à la prédominance de l'Allemagne en Europe »), l'archiduc François-Ferdinand (« Si nous faisons la guerre à la Serbie, la Russie viendra à son secours et ce sera la guerre entre la Russie et nous ! ») ou l'ancien ministre de l'Intérieur de Nicolas II, Piotr Dournovo (« En cas de défaite, possibilité que l'on ne peut exclure avec un adversaire comme l'Allemagne, on n'évitera pas une révolution sociale sous sa forme la plus extrême »).

**Bernard Cazes**

**DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE  
DE L'ARMEMENT EN FRANCE.  
DE GRIBEAUVAL À LA FORCE DE FRAPPE**

Dominique Pestre (dir.)  
Paris, CNRS Éditions, 2005,  
427 pages

Ce gros volume est le résultat d'un colloque organisé en 2001 par le département d'histoire créé en 1997 au sein de la Délégation générale pour l'armement (DGA) du ministère de la Défense et par le Comité pour l'histoire de l'armement. Dominique Pestre, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), introduit les 19 contributions en soulignant qu'un des axes principaux de l'analyse est celui de l'innovation. Il note que l'historiographie du domaine est réduite et explique cette pauvreté par deux raisons : d'une part, « si les batailles et le génie des généraux peuvent encore séduire », en revanche « les fabrications d'armement sont d'emblée [considérées] comme choses tristes, ennuyeuses et de maigre importance » ; d'autre part, « dans l'univers académique, l'innovation et les fabrications militaires sont aussi choses politiquement peu correctes ».

L'ouvrage est organisé en quatre parties : une première série de textes examinent les relations entre « science, technique et armement dans l'histoire ». C'est l'occasion pour Patrice Bret de souligner combien le rôle de l'État a été historiquement déterminant, notamment avec la création d'établissements militaires de recherche. D'autres

monographies montrent comment les « armes savantes » fondent le développement de la technocratie, ou détaillent des aspects plus précis comme le développement du contrôle de qualité, la contribution (peu connue) de Paul Langevin à la soufflerie balistique ou l'évolution de la conduite de tir des navires. Une deuxième partie développe le thème « Armes nouvelles et guerre froide : l'armement depuis 1945 » ; elle s'ouvre par une contribution substantielle de D. Pestre sur l'historique du « complexe militaire-industriel-universitaire » et aborde la place du nucléaire et de l'informatique comme systèmes technologiques. Cette dernière dimension est aussi présente dans le développement des missiles sol-sol balistiques stratégiques ainsi que dans la place décisive, souvent sous-estimée, de la « mission atome » auprès du délégué général pour l'armement en ce qui concerne la France. La troisième partie, « Produire les armes, entre État et entreprises », aborde des aspects plus proches de l'analyse économique industrielle, en mettant en perspective le développement de l'industrie d'armement et les relations internationales au XX<sup>e</sup> siècle. Après des présentations de la poudrerie de Bergerac et de l'industrie des hélicoptères en France, deux articles substantiels proposent une analyse de la relation entre budget d'armement et politique industrielle, d'une part, et une comparaison entre les restructurations de l'industrie de défense en France et aux États-Unis dans la période 1994-1999, d'autre part. Une der-

nière partie, « Les hommes de l'armement », rassemble une longue étude sur la « mythologie des marchands de canon » dans l'entre-deux-guerres, une présentation de la place des ingénieurs allemands dans l'après-guerre et une synthèse de Frédérique Barnier sur la culture ouvrière dans les arsenaux.

Dans un ensemble de plus de 400 pages, on peut toujours trouver matière à chicane : est-ce que la coopération entre partenaires européens et américain est vraiment croissante (p. 239) ? Le cas du *Joint Strike Fighter* (JSF) cache sans doute une réalité moins fournie. Est-ce que la consolidation de l'industrie d'armement en France est définitivement une consolidation par métier (p. 328) ? La naissance de Safran<sup>1</sup> ou les grandes manœuvres autour de Thales peuvent en faire douter. L'important reste la contribution apportée à l'histoire de l'armement. S'il est bien entendu impossible de présenter chacun des 21 auteurs de cet ouvrage collectif, il faut souligner l'intérêt que celui-ci présente pour éclairer les enjeux politiques et stratégiques de la politique d'armement.

**Jean-Paul Hébert**

## L'ART DE LA GUERRE AÉRIENNE

Colonel Régis Chamagne  
Fontenay-aux-Roses, L'Esprit  
du Livre, 2004, 284 pages

En des temps où, à l'aune des campagnes menées dans le Golfe, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak, la puissance aérienne paraît avoir joué un rôle de première ampleur, voire prédominant, le livre du colonel Chamagne est une invitation à revisiter en quelques chapitres l'histoire de la guerre dans les airs mais aussi et surtout à nourrir une réflexion politique et stratégique, ainsi que doctrinale, sur le rôle de l'arme aérienne dans les conflits passés, présents et à venir. Ce pilote de chasse, chef d'une cellule d'analyse lors de l'opération du Kosovo, démontre, preuves à l'appui, que, dans tous les cas cités précédemment, l'aviation a obtenu la rupture stratégique chez l'adversaire préalablement à l'engagement ou non, dans le cas du Kosovo, des forces terrestres.

Loin de toute démarche douhétienne, l'auteur s'engage dans une franche optique interarmées, soulignant l'intérêt et la nécessité de faire fonctionner ensemble les différentes composantes des systèmes militaires pour emporter la décision. C'est désormais, ajoute-t-il, en termes de paralysie de l'ennemi et non de destruction, grâce à une analyse systémique serrée de ses centres de gravité et à des frappes ciblées sur ces derniers, qu'il convient désormais de penser les guerres (à ce propos, les principes doctrinaux définis par le colonel

1. Groupe formé par Snecma et Sagem (NDLR).

américain John Warden III sont éclairants). L'arme aérienne, grâce aux capacités qui, de tout temps, ont été les siennes (flexibilité, puissance de feu, instantanéité, réversibilité) et à d'immenses et assez récents progrès technologiques (introduction massive d'armes guidées de précision), est en mesure d'atteindre de tels résultats. Mieux, elle contribue à la maîtrise d'un des paramètres qui constituent désormais la clé des guerres à venir, l'information, et donc le temps. Pour toutes ces raisons, elle s'est imposée comme un instrument stratégique de première importance dans l'esprit des politiques.

Mesuré dans ses propos, le livre de Régis Chamagne n'est pas une ode béate à la puissance aérienne. Il constitue au contraire un document clair, lucide et argumenté dans lequel ne manque, à notre sens, qu'un développement sur la diplomatie aérienne.

**Patrick Facon**

### **DER ELYSÉE-VERTRAG UND DIE DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN BEZIEHUNGEN 1945-1963-2003**

Corine Defrance et Ulrich Pfeil (dir.)  
Munich, R. Oldenbourg Verlag,  
2005, 291 pages

Ce recueil<sup>1</sup>, publié par l'Institut historique allemand de Paris, se propose d'examiner la portée du Traité sur la coopération franco-alle-

mande du 22 janvier 1963. À l'occasion de son 40<sup>e</sup> anniversaire, un colloque a eu lieu à l'Institut historique allemand et à la Sorbonne et le présent ouvrage est basé, pour l'essentiel, sur les exposés faits alors par une douzaine de spécialistes des deux pays. Loin de l'euphorie de circonstance des cérémonies commémoratives, le bilan de ces analyses est plutôt mitigé, pour ne pas dire négatif.

Les trois contributions introductives tracent la voie qui a mené à ce traité. Hans-Peter Schwarz, le biographe de Konrad Adenauer, décrit la position de la République fédérale et l'historien Jacques Bariety examine les motivations de la V<sup>e</sup> République. De son côté, le germaniste Henri Ménudier se réfère à un témoignage de toute première importance, à savoir les trois volumes du *C'était de Gaulle* d'Alain Peyrefitte<sup>2</sup>. L'auteur, ministre de 1961 à 1969 et porte-parole du gouvernement, y rapporte les propos du général de Gaulle, notés par lui dans plus de 300 conversations. Il en ressort très clairement la volonté du président de lier la nouvelle Allemagne par un acte solennel – le chancelier Adenauer ne l'accepta qu'à contrecœur – afin de poursuivre sur le plan bilatéral son grand dessein européen échoué une année auparavant avec le rejet du plan Fouchet par les pays du Benelux. A. Peyrefitte note aussi en détail la déception du Général face aux réactions pour la plupart très négatives de la classe politique

1. Édition française : *Le Traité de l'Élysée et les relations franco-allemandes 1945-1963-2003*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

2. Paris, Gallimard, 2002.

outré-Rhin, coalition et opposition confondues, et qui déboucha sur le préambule du Bundestag, réaffirmant la position pro-américaine et multilatéraliste de Bonn. On se rappelle le fameux mot de De Gaulle sur les roses et les jeunes filles, qui se fanent comme les traités.

Plusieurs contributions soulignent d'ailleurs un apparent paradoxe : la période qui suit immédiatement la signature du pacte bilatéral est marquée par de graves dissensions, dans une atmosphère de crises et d'incompréhension. Les rapports entre le président français et le successeur d'Adenauer, Ludwig Erhard (à partir de l'été 1963), furent mauvais, la politique extérieure de Bonn s'opposant aux visées du Général aux plans européen et atlantique. La nette amélioration des relations bilatérales dans les années 1970 n'avait, en fait, rien à voir avec le traité de l'Élysée et fut surtout due aux bons rapports entre Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt.

Quant à la signification du traité de 1963, l'ouvrage traite dans un premier chapitre les matières censées être réglées par le texte, à savoir la politique étrangère, la défense et les échanges des jeunes. À part ce dernier point (avec la création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse [OFAJ] le 5 juillet 1963), ces domaines sont demeurés objets de litiges et de reproches réciproques. La coordination diplomatique ne se concrétisa guère et la coopération militaire resta quasi inexistante.

Un deuxième chapitre est consacré aux questions restées hors traité de l'Élysée, mais pour lesquelles la coopération s'est développée plus vite et mieux. L'économie ne se trouvait pas dans le texte, du fait de l'existence du Marché commun des Six. L'éducation et la culture furent « oubliées » ou plutôt non incluses, en partie du fait qu'elles demeurent du ressort exclusif des Länder en République fédérale d'Allemagne (RFA).

Des analyses critiques et rétrospectives portent sur la perception actuelle du traité de part et d'autre. Deux contributions françaises soulignent que, si cet acte de réconciliation – qui, à vrai dire, avait commencé sous la IV<sup>e</sup> République dans des conditions bien plus difficiles, et par la voie communautaire avec le plan Schuman de 1950 – a sans doute fourni une fondation solide pour la poursuite et l'intensification des rapports bilatéraux, il n'a néanmoins pas représenté un tournant historique. Aujourd'hui et dans les deux pays, le traité de l'Élysée est plutôt devenu un mythe, auquel les hommes politiques se réfèrent pour masquer des difficultés surgissant entre Paris et Berlin. En conclusion, l'ouvrage reproduit le discours que l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, a prononcé lors du colloque à la Sorbonne le 19 janvier 2003 : « L'Europe dans un ordre mondial nouveau : des questions adressées à Paris et à Berlin ».

En annexe, on trouvera le texte du traité, une bibliographie (très) sélective d'ouvrages récents sur les relations franco-allemandes, ainsi que l'index des noms cités.

**Walter Schütze**

## HUMANITAIRE

---

### L'HUMANITAIRE EN CRISE

David Rieff  
Paris, Le Serpent à Plumes, 2004,  
327 pages

Écrit par l'auteur de *Slaughterhouse : Bosnia and the Failures of the West*<sup>1</sup>, *L'Humanitaire en crise*<sup>2</sup> est un livre baroque. Chargé de citations et de phrases-chocs, parfois jusqu'à l'écoeurement, il perd le lecteur dans les pièges auxquels l'humanitaire ne cesse d'être confronté depuis ses débuts, ces dilemmes insolubles entre efficacité et compromission, entre engagement et résignation. L'écriture se nourrit d'une recherche approfondie, de riches expériences de « terrain » et de nombreux entretiens avec ces « humanitaires » dont elle dissèque les paradoxes. L'ouvrage est plus qu'un nouveau texte sur les dilemmes de l'humanitaire : il ose revendiquer le primat du politique et la nécessaire modestie du travail humanitaire.

Construit autour des mouvements successifs de la « conscience » humanitaire des années 1990, le livre rappelle les ambiguïtés fondatrices de la pratique humanitaire, entre charité paternaliste et légitimation coloniale au XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré sa popularité sans cesse croissante, l'humanitaire traverse une crise à partir du début des années 1990, quand il est confronté aux limites de son action dans les conflits bosniaque et rwandais. Incapable de résoudre la guerre, il ne peut sauver qu'un nombre toujours insuffisant de personnes et ne sert qu'à cacher le désengagement embarrassé des puissants. Par réaction, l'ingérence et l'intervention « humanitaires » semblent la solution : imposer la paix doit permettre d'accéder aux populations dans un environnement « sécurisé » et de mener une action humanitaire plus ambitieuse et moins soumise aux dilemmes classiques de l'aide (en évitant par exemple que l'aide humanitaire ne soit détournée pour financer les belligérants et entretenir le conflit).

De plus en plus d'acteurs humanitaires se rallient à cette « fausse bonne idée ». Pourtant, les interventions du Kosovo ou de l'Afghanistan révèlent le coût d'une telle approche. En les soutenant, les « humanitaires » reprennent à leur compte des logiques, comme celles des droits de l'homme ou celles des États, qui ont des incidences directes sur leur action. Au mieux, elles réduisent leur espace d'action, au pire elles les condamnent à abandonner leur mission initiale, et

1. D. Rieff, *Slaughterhouse : Bosnia and the Failures of the West*, New York, Simon & Schuster, 1996.

2. Version originale : *A Bed for the Night. Humanitarianism in Crisis*, New York, Simon & Schuster, 2002.

toute neutralité. Quand la logique humanitaire est subordonnée – ou trop coordonnée – aux logiques politiques ou militaires, elle perd sa raison d'être et sa spécificité et risque de légitimer ce qui, surtout depuis l'Irak, se révèle n'être finalement qu'un processus de « recolonisation » du monde (p. 306).

La crise de l'humanitaire provient de ce que les valeurs, les normes éthiques qui guident son action entrent systématiquement en conflit avec les réalités du terrain et de la pratique. La logique humanitaire est construite sur l'idée qu'il existe des victimes devant être sauvées, même si souvent « dans les faits » rares sont les victimes intégralement « innocentes ». Si l'humanitaire transforme les normes qui sont les siennes pour les adapter aux faits, ce qui paraît pourtant paradoxalement nécessaire, il prend le risque de se perdre. « Pour négocier le terrain entre les normes et les faits, il n'y a que la politique » (p. 75) écrit l'auteur. Mais les deux logiques, politique et humanitaire, sont et doivent rester différenciées, comme l'illustre l'illusion d'une possible « guerre humanitaire ». La guerre est parfois nécessaire mais elle doit être décidée et assumée comme une décision *politique* et non humanitaire. La guerre n'est *jamais* humanitaire puisqu'elle est violence.

Pour David Rieff, les humanitaires doivent accepter le caractère fondamentalement limité et modeste de leurs capacités et de leur rôle, un rôle qui consiste à « affronter un

monde peu honorable honorablement et un monde cruel avec bonté » (p. 296), à sauver des vies. L'équilibrisme « entre les normes et les faits » ne peut que compromettre l'humanitaire.

Aline Lebœuf

## SÉCURITÉ

### ESPIONNAGE BUSINESS. GUERRE ÉCONOMIQUE ET RENSEIGNEMENT

Jean-Jacques Cécile  
Paris, Ellipses, 2005, 270 pages

À la fois tableau des nouvelles formes de conflits et étude sociale, *Espionnage business* montre avant tout l'impact des recompositions post-guerre froide sur les comportements, les trajectoires, les aspirations des acteurs du renseignement. Il fait également ressortir les perspectives de reconversion plus ou moins attrayantes qui s'offrent aux ex-militaires de carrière un temps affectés dans les services d'action et les forces spéciales. L'étude projette ainsi un éclairage très intéressant sur les processus de privatisation de la violence actuellement en plein essor. Elle permet également de mieux comprendre les luttes d'influence qui se livrent derrière les paravents institutionnels. Toutefois, l'effort de synthèse se fourvoie parfois : ainsi des passages laissant entendre que les anciens membres du renseignement civil et

militaire sont des personnalités protéiformes, investies de toutes sortes de qualités exclusives, miraculeusement exploitables dans tel ou tel secteur économique... Quoi que laissent entendre les opérationnels de terrain, le renseignement analytique de haut niveau et la *praxis* de l'officier traitant entretiennent peu de rapports avec les activités subalternes – intimidation, surveillance, compromission, gardiennage, protection – qui constituent le pain quotidien de quantité d'officines internes/externes.

L'auteur d'*Espionnage business* est plus convaincant lorsqu'il se penche sur les liens forts/faibles qui semblent unir tel organisme d'État à telle firme industrielle, telle société commerciale, telle organisation non gouvernementale (ONG) ou telle structure d'investigation. La richesse du livre est là, dans les nombreux cas étudiés, les multiples profils individuels, les précisions chiffrées. De plus, Jean-Jacques Cécile prend soin de comparer ce qui se passe aux États-Unis avec la manière dont procèdent les organismes britanniques, perspective souvent éclairante. Toujours dans la même direction, on aurait aimé que le texte contienne des passages plus nourris sur le cas français. Parce que notre modèle « colbert-barbouzard » semble un excellent terrain d'observation (voir le dossier Elf, le scandale des frégates de Taiwan et la polémique EADS/Clearstream). Parce que le milieu de l'intelligence économique parisienne recèle quantité de figures exotiques, un temps proches de

mouvances extrémistes ou de hauts dignitaires compromis, aujourd'hui parées d'un mince vernis de respectabilité. Parce que la cartographie des firmes de sécurité hexagonales fait ressortir des connivences qui transcendent les clivages idéologiques apparents et laissent entrevoir la structuration réelle de certains jeux d'influence internes/externes (voir le cas africain). Enfin, parce que les fonctionnaires du renseignement français peinent à générer les liens de confiance et de respect élémentaires qui conditionnent le développement des échanges avec le secteur privé, le monde académique, le milieu des ONG, la grande presse et la mise en marche d'une vraie politique nationale d'influence.

Plus généralement, on aurait apprécié que l'ouvrage s'interroge sur les processus de décomposition des appareils d'État contemporains. La reconversion des spécialistes du renseignement n'est pas simplement la traduction des recompositions survenues dans les champs économique, militaire et diplomatique depuis la fin de la guerre froide. Elle exprime aussi un affranchissement de plus en plus marqué vis-à-vis des missions élémentaires – sécurité physique de la collectivité nationale – théoriquement assumées par les instances gardiennes et leurs personnels. À l'heure où les illusions iréniques des années 1990 sont déçues, où certains observateurs estiment que les menaces terroristes sont destinées à prendre un tour de plus en plus dangereux, le fait que tel ou tel corps de fonction-

naires spécialisés choisisse d'explorer des voies secondaires, au nom de motivations ambivalentes et d'idéologies floues, constitue un puissant motif d'appréhension. En effet, où le discours de guerre économique mène-t-il ? À la mobilisation des énergies nationales ou à la systématisation du « pantouflage » ? À la trans-fertilisation des compétences professionnelles ou à la pérennisation des autoritarismes bureaucratiques ? À la réalisation de grandes missions d'intérêt général ou à la réactivation de l'antiaméricanisme de rigueur dans les groupuscules gauchistes des années 1970 ? Espérons que le prochain ouvrage de Jean-Jacques Cécile nous en dira plus sur cette question.

Jérôme Marchand

## THÉORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

### FOUR SEMINAL THINKERS IN INTERNATIONAL THEORY. MACHIAVEL, GROTIUS, KANT AND MAZZINI

Martin Wight  
Oxford, Oxford University Press,  
2005, 220 pages

Dans l'histoire académique des relations internationales, Martin Wight (1913-1972) rayonne par sa singularité. Tournant le dos aux débats épistémologiques « incontournables » des Anglo-Saxons, cet internationaliste britannique s'abreuve surtout à la philosophie.

Édité par Gabriele Wight et Brian Porter, cet ouvrage repose sur des cours consacrés à Machiavel, Grotius, Kant et Mazzini à la London School of Economics. Il intègre aussi une conférence prononcée à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève en 1961<sup>1</sup>.

Sur les plans conceptuel et méthodologique, ce livre approfondit la notion de tradition. Incarnée à la fois par des écrivains et des hommes d'État, celle-ci ne se conçoit pas en termes rigides : elle n'est ni linéaire (discontinuités historiques), ni homogène (divergences). Les traditions correspondent moins à des casiers (l'anarchie internationale pour les réalistes, les liens diplomatiques et commerciaux pour les rationalistes, la solidarité morale pour les révolutionnistes) qu'à des couleurs primaires sur la base desquelles les philosophes élaborent leur discours. Wight consacre un chapitre à chaque auteur, en établissant des passerelles entre eux. Il s'attache à démonter l'idée selon laquelle chacun livre une forme de pensée étanche aux autres traditions. En outre, la particularité de *Four Seminal Thinkers* réside dans le traitement méthodologique. Contrairement aux premières leçons qui présentaient Machiavel, Grotius et Kant comme des pivots symboliques, Wight les appréhende désormais comme des figu-

1. Déjà publiée en 1987 dans la *Review of International Studies*. On trouve également des documents élaborés par Wight (bibliographies, généalogie des philosophies) ainsi qu'une introduction rédigée par D. Yost.

res singulières ancrées dans des conjonctures. Il met en exergue leurs particularités, leurs forces et leurs faiblesses. Cette approche renvoie plus à l'histoire de la pensée européenne qu'à la philosophie politique au sens strict ; elle offre cependant un éclairage bienvenu en articulant contexte et spécificité des arguments avancés. Si Wight a diffusé largement ses interprétations de Machiavel, Grotius et Kant, Mazzini n'avait pas fait l'objet d'un traitement aussi complet. En lui consacrant un chapitre entier, il le place ici au même niveau que les autres, en apportant nombre d'éclaircissements sur sa pensée. C'est là le troisième intérêt de l'ouvrage. Résistant à la présence des Habsbourg en Italie mais aussi intellectuel catholique, Giuseppe Mazzini élabore une forme de révolutionnisme qui rejette tant l'impérialisme (au nom du principe d'autodétermination nationale) que le cosmopolitisme (en raison du lien consubstantiel entre nationalité et démocratie). Il croit – c'est un rêve aux yeux de Wight – en une harmonie des nations démocratiques. Mazzini devient le prophète d'un nouvel ordre international en légitimant les interventions lorsqu'un régime est injuste. Wight met en exergue les bornes territoriales de cet ordre (il se cantonne à l'Europe chrétienne qui réconcilie l'Est et l'Ouest) ainsi que leurs conséquences (le versant colonialiste de sa pensée).

La valeur ajoutée que représente la parution de *Four Seminal Thinkers* ne voile pas, néanmoins, une limite.

Elle porte sur les généalogies que décrit Wight en aval, c'est-à-dire l'inscription des politiques étrangères (p. 154) et de la pratique des hommes d'État dans les traditions présentées (p. 122) : la Russie de Khrouchtchev serait grotienne en réclamant une limitation de la guerre ou les États-Unis kantien sous l'ère de Dulles... Il s'agit là plus d'applications figées que d'investigations sur les formations et/ou les inspirations intellectuelles propres aux dirigeants considérés. Elles ne permettent pas d'envisager le processus décisionnel en lui-même.

Wight récuse l'idée de connaissances cumulatives en relations internationales. Explication et prédiction ne peuvent être envisagées. L'activité théorique se confond dès lors avec la philosophie. Cette façon de raisonner est fondamentalement anglo-saxonne, identifiant théorie politique et philosophie politique<sup>1</sup>. Wight ne justifie pas du point de vue épistémologique ce choix, qui s'élargit d'ailleurs aux humanités. Il serait trop facile pourtant de définir son approche comme celle d'un autre temps. Elle éclaire l'objet à partir d'un autre foyer que celui de la théorie empirique : le lecteur tirera grand bénéfice de la lecture de celui que Michael Howard qualifie de « Burckhardt des relations internationales ».

**Frédéric Ramel**

1. Cf. l'article de J. Leca dans M. Grawitz et J. Leca, *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, p. 72 (4 volumes).

## AMÉRIQUES

### MILITANTS DE LA BIBLE AUX ÉTATS-UNIS. ÉVANGÉLIQUES ET FONDAMENTALISTES DU SUD

Sébastien Fath

Paris, Autrement, 2004, 224 pages

Comprendre la ferveur religieuse de la *Bible Belt* – l’expression a été forgée au début du siècle par le journaliste Henry Louis Mencken et correspond aux anciens États confédérés auxquels s’ajoute le Kentucky – permet de mieux cerner l’Amérique de Bush, ce Texan d’adoption qui a renoncé à l’alcool et est re-né à la foi sous l’influence de Don Evans et du télévangéliste Billy Graham. Sébastien Fath nous invite à remonter l’histoire pour comprendre comment le protestantisme le plus conservateur s’est enraciné au Sud.

À l’origine, le Sud est anglican comme l’était toute la colonie britannique. Avec l’indépendance, l’Église anglicane perd ses privilèges. Elle est supplantée au début du XIX<sup>e</sup> siècle par le baptisme et le méthodisme qui, l’un comme l’autre, aspirent à « réveiller » la foi chrétienne. Cette foi « plus horizontale, égalitaire, associative » (p. 41), mieux articulée à la culture populaire, séduit les Blancs mais aussi les Noirs en cours de christianisation. Après avoir bousculé les structures sociales de l’anglicanisme, elle s’en est progressivement accommodée pour s’ériger « en

nouveau pilier d’un ordre social contraignant » (p. 45).

La guerre de Sécession renforce cet exceptionnalisme. S. Fath insiste sur la marque laissée par ce conflit traumatisant. En quatre ans, cette « guerre totale » a tué presque autant d’Américains que toutes celles dans lesquelles les États-Unis ont été impliqués dans leur histoire. Comme le montre *Autant en emporte le vent*, les habitants du Sud ont eu l’impression que leur monde s’écroulait. Il ne leur restait de refuge que leur foi religieuse et le sentiment meurtri de constituer « la dernière société pieuse d’Amérique ».

Ce complexe obsidional explique les positions aberrantes défendues, à rebours de la rationalité scientifique professée au Nord, à l’égard du darwinisme. C’est au Tennessee que se tient en 1925 le fameux « procès du singe », où un professeur de biologie fut condamné en justice pour avoir enseigné à ses élèves la théorie de l’évolution en violation de la loi de l’État. Autre singularité du Sud : le long maintien d’une ségrégation raciale contre laquelle les Églises méthodistes et baptistes ne protestent que mollement, ce qui n’empêchera pourtant pas les Noirs d’embrasser à leur tour l’évangélisme. Parfois l’ordre social sudiste dicte sa politique à Washington : la prohibition nous paraît avec le recul d’autant plus exotique que l’on oublie que la renonciation à l’alcool était pour les abolitionnistes de ce temps la condition d’une vie saine, morale et chrétienne.

Après la dépression qui frappe le Sud de plein fouet, la *Bible Belt* connaît une phase de modernisation accélérée marquée par l'urbanisation et le déclin des communautés rurales. Pourtant ce décollage ne s'est pas opéré au détriment des Églises. D'un côté les anciens esclaves noirs les ont utilisées, au premier chef l'Église pentecôtiste, pour revendiquer l'égalité des droits. Le pasteur baptiste Martin Luther King a conduit le *Civil Rights Movement* avant qu'un autre pasteur, Jesse Jackson, ne prenne le relais. D'un autre côté, le protestantisme conservateur blanc prospère. S. Fath révèle sa diversité. Les télévangélistes Jerry Falwell et Pat Robertson, dont les prêches enflammés attirent des millions de fidèles et qui exercent une influence politique réelle, n'ont pas grand-chose à voir avec les missionnaires de la Columbia International University, qui, hors de tout engagement politique, vouent leur vie au prosélytisme, ou avec les exégètes orthodoxes des *Bible study groups*.

La question se pose de l'essoufflement du mythe de la *Bible Belt*. Sans doute avec l'intrusion de la modernité, le Sud s'est-il américanisé. La ségrégation raciale est moins marquée, même si elle n'a pas totalement disparu. Le contrôle social des Églises n'est plus aussi absolu. Renversant la perspective, S. Fath se demande si la religiosité de la *Bible Belt*, loin de s'éteindre, ne s'est pas étendue à l'ensemble des États-Unis : la victoire de George W. Bush, ses posi-

tions sur la peine de mort, l'avortement, le mariage homosexuel tendraient à le montrer.

Yves Gounin

## AFRIQUE

### COMMENT LA FRANCE A PERDU L'AFRIQUE

Antoine Glaser et Stephen Smith  
Paris, Calmann-Lévy, 2005,  
278 pages

Pourquoi le « gendarme de l'Afrique » a-t-il de moins en moins de prise sur le continent africain, et en particulier sur son ancien pré-carré, se demandent les auteurs, grands connaisseurs du continent ? Le texte revient sur les errements de la politique africaine française, le soutien inconditionnel et presque anachronique à des chefs d'État autocrates et parfois sanguinaires (Bokassa, Mobutu, Eyadéma, etc.), les réseaux, la dérive affairiste et mafieuse de la « françafrrique », avec une analyse très éclairante du rôle diplomatique parallèle d'Elf Aquitaine (« Elf-africaine ») dans les relations de la V<sup>e</sup> République avec le continent... Dans le monde de l'après-guerre froide, les dirigeants français semblent avoir du mal à anticiper, et même à percevoir, les évolutions du continent, comme le développement de ses nouvelles religiosités, sa jeunesse, ses liens économiques de plus en plus forts avec les autres régions du monde (notamment l'Asie). La ges-

tion du dossier ivoirien illustre cette perte d'influence, à la fois par l'embarras à choisir une ligne politique claire et par la difficulté de plus en plus manifeste à peser sur les événements.

Avec cet ouvrage fouillé qui revient sur des épisodes peu connus et peu glorieux pour la France – comme par exemple le massacre de tirailleurs sénégalais à Thiaroye le 1<sup>er</sup> décembre 1944 –, les auteurs offrent une belle synthèse sur l'« étrange renoncement » de la France vis-à-vis de l'Afrique. Quelques aspects de ce livre sont néanmoins gênants. D'une part, le rôle de la France dans le dossier rwandais semble largement sous-évalué, surtout au regard des travaux des spécialistes africains, belges et français publiés depuis 1994 – et ce dossier est pourtant capital pour comprendre la réticence française à intervenir depuis sur les théâtres africains. D'autre part, les analyses sur l'État failli et la criminalité rejoignent parfois dangereusement les discours sur le déterminisme culturel.

On espère pourtant qu'un tel ouvrage pourra contribuer à une véritable prise de conscience des décideurs français en charge des dossiers africains.

**Alain Antil**

## ASIE

---

### **LE CACHEMIRE DANS LE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS (1947-2004)**

Nathalène Reynolds  
Paris, L'Harmattan, 2005,  
335 pages

Historienne de formation, Nathalène Reynolds s'attaque au plus vieux conflit encore ouvert sur la planète, celui du Cachemire, pays qu'elle a visité à plusieurs reprises. L'ouvrage ne pouvait mieux tomber, au moment où un net rapprochement est en marche entre New Delhi et Islamabad. Au printemps 2005, le Premier ministre Manmohan Singh et le président Pervez Moucharraf, lors d'une rencontre à l'occasion d'un match indo-pakistanaï de cricket, qualifiaient le processus d'« irréversible ». Échanges de visites d'hommes politiques, d'intellectuels, de journalistes, discussions de tous les dossiers du contentieux se succèdent. Il est clair néanmoins que le règlement de l'affaire du Cachemire exigera beaucoup de temps et d'ouverture d'esprit de part et d'autre.

L'auteur reprend avec autant de méthode que de minutie le déroulement du conflit depuis ses origines lors du partage de l'Empire jusqu'en 2004. Ses recherches, par rapport à d'autres plus anciennes, ont l'avantage de s'appuyer sur l'ouverture des archives diplomatiques des États-Unis et de la France. N. Reynolds démonte les mécanismes des nationalismes indien et

pakistanaï, sans oublier les aspirations du peuple cachemiri, en particulier la tendance croissante au rejet du choix entre l'adhésion à l'Inde ou au Pakistan en faveur d'un rêve déjà sous-jacent avant 1947 : l'indépendance du pays cachemiri proprement dit, la vallée de Srinagar.

L'auteur distingue les différentes phases du conflit, la première de 1947 à 1953, marquée par les interventions de l'Organisation des Nations unies (ONU), puis la période qui englobe les deux nouvelles guerres de 1965 et 1971. Après des années relativement tranquilles, la situation s'aggrave de manière spectaculaire dès la fin de 1989. Les abus et les maladresses des autorités de New Delhi et du Cachemire dépendant de l'Inde aboutissent à une insurrection que le Pakistan ne va pas tarder à soutenir. L'incidence de la guerre en Afghanistan touche le Cachemire, en assurant un nouveau front aux djihadistes, pakistanaï ou d'autres nationalités. En 1999, la mini-guerre de Kargil accentue encore les tensions, qui culminent fin 2001 avec une tentative d'attentat terroriste sur le Parlement indien à New Delhi. Les différents aspects intérieur et extérieur des rivalités sont analysés, y compris l'intervention de l'armée indienne, l'engrenage classique terrorisme/contre-terrorisme, et les violations des droits de l'homme de part et d'autre. En 2003, le Premier ministre Vajpayee, dans un discours prononcé à Srinagar, tend la main au Pakistan et

déclenche le mouvement de rapprochement.

L'auteur aurait pu mieux tracer les fils conducteurs du conflit et souligner le caractère très artificiel de l'ex-État princier du Cachemire et Jammu sous un maharadja hindou régnant sur un assemblage de populations hétéroclites et hostiles les unes aux autres, qu'elles se trouvent aujourd'hui du côté indien ou pakistanaï. À cette réserve près, il faut lui savoir gré de nous fournir un outil détaillé d'analyses et de références sur ce vieux conflit.

**Gilbert Étienne**

---

## EUROPE

### L'ISLAM, LA RÉPUBLIQUE ET LE MONDE

Alain Gresh

Paris, Fayard, 2004, 442 pages

Dès les premières lignes de ce livre, Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde diplomatique* et auteur de plusieurs ouvrages sur le Proche-Orient, donne le ton en rappelant son engagement anticolonialiste précoce et en rendant hommage à ses deux maîtres à penser, récemment disparus : Maxime Rodinson et Edward Saïd. Au fil des pages, l'influence de ces auteurs transparaît effectivement, tandis que les travaux d'autres islamologues, à l'instar de Bernard Lewis, sont violemment brocardés.

Les écrits d'A. Gresh sont généralement très engagés. Cet opus ne déroge pas à la règle. Mais *L'Islam, la République et le monde* n'est pas un pamphlet, ou du moins pas uniquement un pamphlet. En effet, les chapitres polémiques alternent avec les passages didactiques et le caractère instructif de cet ouvrage – renvoyant constamment aux recherches des meilleurs spécialistes du monde musulman comme Olivier Roy, Gilles Kepel ou Farhad Khosrokhavar – est indéniable.

Au début du livre l'auteur constate, sous forme de boutade provocante, que « dénoncer l'islam en France ne comporte pas de danger, si ce n'est celui d'acquiescer une notoriété facile » (p. 39) et, pour contrer les peurs irrationnelles liées à l'islam, A. Gresh en revient aux faits. Un chapitre entier est ainsi consacré à la description de la religion musulmane. Ce texte, qui se base sur des considérations tant théologiques qu'historiques, a pour but de démontrer que « l'islam est avant tout une foi, vécue par des centaines de millions de personnes sur des modes très différents » (p. 86).

Puis l'écriture se durcit, devient plus véhémement. L'auteur dénonce les discriminations subies par les musulmans de France et accuse une partie de l'intelligentsia d'entretenir les confusions. Claude Imbert et Jean-François Revel, notamment, en prennent pour leur grade. Quant à la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République présidée par Bernard Stasi, dite commission

Stasi, elle est farouchement vilipendée, ses travaux ayant, selon A. Gresh, « surtout servi de paravent pour préparer l'opinion » (p. 320) à la perspective d'une loi interdisant les signes religieux ostensibles à l'école.

La thèse centrale ne paraît qu'en fin d'ouvrage lorsque l'auteur s'interroge sur les raisons de la mauvaise image de l'islam dans l'Hexagone. Par-delà les causes conjoncturelles, A. Gresh soutient que le problème fondamental est le passé colonial de la France, « un passé qui ne passe pas » pour paraphraser le titre d'un ouvrage d'Éric Conan et Henry Rousso consacré à Vichy<sup>1</sup>. Ainsi, ce n'est qu'en effectuant un réel travail de mémoire sur leur période coloniale que les Français pourront aborder plus sereinement leurs rapports avec leurs concitoyens originaires des anciennes colonies en général et du Maghreb en particulier.

**Marc Hecker**

## LE LABYRINTHE BELGE

Geert Van Istendael  
Bruxelles, Le Castor Astral, 2004,  
277 pages

Qu'est-ce qu'être belge ? C'est à cette question que s'attachent plusieurs ouvrages sortis à l'occasion du « jubilé » du pays. Le plus convivial est celui de Patrick Roegiers (*Roman d'un pays*, Paris, Gallimard, 2005), le plus pessimiste celui du Wallon René Swennen (*Belgique*

1. E. Conan et H. Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

*requiem*, Paris, La Table ronde, 2005). Le plus réussi est probablement celui de Geert van Istendael. Dans *Le Labyrinthe belge*, ce Flamand né à Bruxelles souhaitait présenter aux Néerlandais leurs curieux voisins méridionaux. Mais cette invitation à la « belgitude » vaut aussi pour les voisins français qui considèrent trop souvent la Belgique comme un petit pays pluvieux et ennuyeux ou, au mieux, comme un cocasse « arlequin diplomatique » (Baudelaire).

Il est vrai que l'architecture institutionnelle de la Belgique est déroutante. Plus petite que l'Aquitaine, peuplée de 10 millions d'habitants, avec six gouvernements et sept assemblées, la Belgique, État fédéral depuis les accords de 1993, est divisée en trois régions : la région wallonne, la région flamande et Bruxelles-Capitale. Il faut encore distinguer les régions qui gèrent tout ce qui est lié au territoire (économie, aménagement, travaux publics, etc.) des communautés liées aux personnes (enseignement, culture, affaires sociales, etc.). Là encore, la Belgique en compte trois : la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté allemande à laquelle van Istendael consacre quelques pages croustillantes. La région et la Communauté flamandes ont fusionné et ont toutes deux leur siège à Bruxelles. En revanche, la région wallonne a conservé son siège à Namur tandis que la Communauté française a le sien à Bruxelles.

Cette complexité constitutionnelle trouve son origine dans le multilinguisme. Une frontière multiséculaire divise ce jeune pays en deux. G. van Istendael montre combien cette frontière est « tranchante et absolue » (p. 98). Pour autant elle n'est pas seulement territoriale. Longtemps, elle fut une frontière de classe, la noblesse et la bourgeoisie, en Wallonie, mais aussi en Flandre, parlant le français, le néerlandais – ou plutôt l'un des innombrables dialectes flamands pratiqués dans le Limbourg ou le Brabant – étant juste bon à s'adresser « aux animaux et aux domestiques ». C'est seulement à la fin du XX<sup>e</sup> siècle que ce déséquilibre s'est renversé, avec la crise de l'industrie minière en Wallonie et le dynamisme économique de la Flandre. Les Flamands, depuis toujours majoritaires, sont devenus plus riches que leurs voisins francophones et le « bilinguisme inégalitaire » qui avait longtemps prévalu n'a plus été tenable.

Tout se passe aujourd'hui en Belgique comme si deux peuples cohabitaient sans se parler, sans s'écouter. Un Wallon et un Flamand ne vont pas à la même école, ni même à la même université, ne lisent pas les mêmes livres, ne regardent pas la même télévision, ne s'informent pas dans les mêmes journaux. Ils n'élisent pas les mêmes personnes, les modalités de désignation de leurs représentants au Parlement bicaméral étant différentes d'une communauté à l'autre. Dans ces conditions, où est « la possession en commun d'un riche legs de souve-

nirs » sinon dans l'amour de la famille royale, malgré le triste passé colonial d'un Léopold II ou les compromissions avec l'occupant nazi de Léopold III ? Où est « le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis » ?

Plusieurs scénarios ont cours sur l'avenir de la Belgique. Les Flamands les plus radicaux du Vlaams Blok – rebaptisé Vlaams Belang en novembre 2004 après qu'un arrêt de la cour d'appel de Gand en a censuré le caractère raciste et xénophobe – appellent ouvertement à la disparition de la Belgique. « België barst ! » (« La Belgique, qu'elle crève ! ») est le mot d'ordre. Leur audience en Flandre n'a cessé de croître depuis 1990, atteignant jusqu'au quart des électeurs. Face à eux, le mouvement rattachiste wallon prône le rattachement de la Wallonie à la France. Son audience s'est étiolée, notamment en raison du peu d'empathie du voisin français pour sa cause. Restent ceux, les plus nombreux, qui voient dans les progrès de la construction européenne la solution la plus raisonnable au dilemme belge : la lente disparition de l'État national, le transfert de compétences sans cesse plus nombreuses à l'échelon régional ou supranational conduiront insensiblement à la disparition d'une nation qu'à l'instar de G. van Istendael, on aime détester et on déteste aimer.

**Yves Gounin**

## PROCHE ET MOYEN-ORIENT

### AL-QAIDA DANS LE TEXTE

Jean-Pierre Milelli  
et Thomas Hegghammer  
Présenté par Gilles Kepel  
Paris, PUF, 2005, 440 pages

*Al-Qaida dans le texte* est un livre original et ambitieux qui vise à présenter les principaux écrits de quatre grandes figures de l'islam radical : Oussama Ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman Al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarqawi. Ces textes – présentés par Gilles Kepel comme « le système doctrinal produit par ce que l'on nomme Al-Qaida » (p. 2) – sont traduits, commentés et précédés d'indications biographiques.

Si Azzam et Zawahiri font figure d'intellectuels et développent un argumentaire élaboré, Ben Laden et Zarqawi sont davantage des tribuns qui manient les formules-chocs. En dépit de cette différence, tous les quatre ont pour point commun de chercher à théoriser le djihad, à le mettre en pratique et à communiquer sur cette « guerre sainte ». Autrement dit, les textes présentés ont une fonction à la fois de théorisation, d'opérationnalisation et de propagande.

La fonction de théorisation est – on ne s'en étonnera pas – surtout présente dans la prose d'Azzam et de Zawahiri. Le premier développe par exemple la distinction entre ennemi proche et ennemi lointain

(p. 135), ainsi qu'entre guerre sainte offensive et défensive (p. 147). Le second explique notamment en quoi démocratie et islam sont incompatibles (« La démocratie est une nouvelle religion [...] qui repose sur la déification du peuple et qui lui confère le droit de Dieu ainsi que Ses attributs », p. 267).

La fonction d'opérationnalisation n'est – et c'est plus surprenant – pas l'apanage de Ben Laden et de Zarqawi. Les deux autres intellectuels prodiguent également leurs conseils aux combattants potentiels. Azzam diffuse des numéros de téléphone pour les moudjahidines souhaitant se rendre en Afghanistan (p. 181). Quant à Zawahiri, il explique comment terroriser les populations : « On peut toujours suivre un Américain ou un Juif et le tuer d'un coup de revolver ou de couteau, avec un explosif de fabrication artisanale ou bien d'un coup de barre de fer [...]. Avec les moyens du bord, de petits groupes peuvent semer la terreur parmi les Juifs et les Américains » (p. 295).

Enfin, la fonction de propagande est présente dans tous les textes, qu'elle soit destinée à l'adversaire – comme dans le « Message [de Ben Laden] au peuple américain » – ou bien à des partisans potentiels. L'instrumentalisation de la cause palestinienne à des fins de propagande est à cet égard parfaitement assumée puisque Zawahiri écrit : « Le mouvement jihadiste doit faire participer l'oumma à son jihad, et elle ne participera que si les slogans des moujahidines sont compréhensibles pour les masses. Le slogan que l'oumma a bien compris et auquel elle adhère, depuis cinquante ans, est l'appel au jihad contre Israël » (p. 293).

À défaut d'être rassurante, la lecture d'*Al-Qaida dans le texte* est extrêmement instructive. Azzam, Ben Laden, Zarqawi et Zawahiri sont en guerre et ce qu'ils recherchent est un affrontement civilisationnel. Ceux qui pensent que la France, en raison de son opposition à l'intervention en Irak, est immunisée contre le terrorisme djihadiste devraient sans doute lire cet excellent ouvrage.

**Marc Hecker**

### ISRAËL : UN EXAMEN MORAL

Avraham B. Yehoshua  
Paris, Calmann-Lévy, 2005,  
166 pages

Avraham B. Yehoshua est plus connu en France pour ses romans que pour ses opinions politiques. Cet ouvrage devrait contribuer à combler cette lacune en permettant au lectorat francophone d'accéder à la réflexion originale et courageuse de celui que Denis Charbit – professeur de science politique à l'université de Tel Aviv et traducteur pour l'occasion – désigne comme l'un des piliers du « triumvirat de la République des lettres israéliennes ».

Trois courts essais composent ce livre hétérodoxe. À première vue, ces essais portent sur des thèmes différents : le premier est focalisé sur les causes intemporelles de l'anti-

sémitisme ; le deuxième se concentre sur le droit du peuple juif à s'installer sur une partie d'*Eretz Israël* ; le troisième traite de l'épineuse question de l'avenir du sionisme.

Ce qui relie ces trois sujets apparemment disjoints est la problématique de l'identité juive. Yehoshua considère qu'une telle identité existe et qu'elle est fondée sur « un élément distinctif qui différencie les Juifs des autres nations : [...] la liaison intime entre l'appartenance religieuse et l'appartenance nationale » (p. 43).

L'identité juive, « souple et fluide, incertaine et insaisissable » (p. 56), a été marquée par l'antisémitisme en général et la Shoah en particulier. Yehoshua établit d'ailleurs un lien direct entre cet événement tragique et la création de l'État d'Israël puisque le droit du peuple juif à s'installer sur une partie d'*Eretz Israël* « surgit de la détresse » (p. 98).

Si Yehoshua fait figure de sioniste convaincu, dans la mesure où il semble indiquer qu'Israël constitue un refuge potentiel face à l'antisémitisme qui sévit ou pourrait sévir en diaspora, son dernier essai peut toutefois être lu comme un manifeste post-sioniste. Il développe en effet l'idée selon laquelle « le lien légal entre la religion et la nation juives » devrait être assoupli voire supprimé (p. 138). Israël ne serait plus un État juif mais un État « comme les autres ».

*Israël : un examen moral* – titre donné à ce recueil d'essais – est un appel à la tolérance : si l'écrivain cherche à

remonter aux sources de l'antisémitisme, c'est pour mieux combattre les discriminations ; s'il vise à démontrer que les juifs ont un droit à faire valoir sur la terre du Proche-Orient, il s'empresse d'ajouter que ce droit ne doit pas aller à l'encontre de celui des Palestiniens ; enfin, s'il ambitionne de « poursuivre la révolution sioniste » (p. 137), c'est une vision particulière du sionisme qu'il défend, se faisant le chantre de l'ouverture à toutes les religions et à toutes les nations.

Pressentant les critiques, Yehoshua préfère prendre les devants : « Je ne suis pas naïf », affirme-t-il (p. 138). Naïf, sûrement pas. Idéaliste, à coup sûr.

Marc Hecker

## RUSSIE/CEI

### VLADIMIR PUTIN AND CENTRAL ASIA. THE SHAPING OF RUSSIAN FOREIGN POLICY

Lena Jonson  
Londres, I.B. Tauris, 2004,  
256 pages

Chercheur au Swedish Institute of International Affairs, Lena Jonson livre une analyse détaillée de la politique russe à l'égard de l'Asie centrale et des pays de la région (Afghanistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan et Kirghizstan). Moscou est à la recherche d'une stratégie lui permettant de renforcer son influence tradition-

nelle dans une région soumise à de fortes tensions étrangères et, en retour, de favoriser ses positions sur la scène internationale. L'Asie centrale serait donc au cœur du projet de reconstruction d'un *great power* poursuivi par V. Poutine, mais paradoxalement ce dernier n'aurait pas de véritable politique pour la région.

Pourtant, son arrivée au pouvoir (août 1999) a sans conteste modifié la politique russe. L'incursion de combattants tchéchènes au Daghestan, qui favorise sa nomination comme Premier ministre, est concomitante d'opérations menées par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) dans le sud du Kirghizstan. D'emblée focalisé sur les questions de sécurité, V. Poutine place le terrorisme en tête des priorités de ses relations avec les pays de la région. Le 11 septembre 2001 marque une seconde rupture, rendant possible une coopération, limitée mais inédite, entre Moscou et Washington en Asie centrale.

La première partie de l'ouvrage propose une analyse historique en rappelant que l'expansion en Asie centrale s'est faite sous l'impulsion d'Alexandre Gorchakov, ministre des Affaires étrangères sous Alexandre II, dans un contexte de perte d'influence de la Russie sur la scène européenne (à la suite du traité de Paris de 1856). Evgueni Primakov, ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre de Boris Eltsine, n'hésitait pas à se référer à cet héritage. L. Jonson

revient sur cette filiation intellectuelle en la prolongeant – ce qui mériterait d'être plus discuté – jusqu'à V. Poutine. Les années Eltsine se caractérisent par un reflux de l'influence russe en Asie centrale. Cependant, au cours du second mandat, on observe une tentative de reprise en main notamment due à E. Primakov. L'auteur rappelle le rôle joué par ce dernier et la diplomatie russe dans la résolution du conflit au Tadjikistan et la stabilisation régionale. Peu de chancelleries occidentales s'en pré-occupaient alors.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la politique que V. Poutine s'est efforcé de mettre en œuvre. Elle repose sur un principe – la contribution de la Russie à la sécurité des pays de la zone – et un outil – l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), axée sur la lutte contre le terrorisme, la drogue et le crime organisé<sup>1</sup>. Il s'agit d'assortir la coopération politique entre partenaires de garanties militaires, par le biais notamment d'une force de déploiement rapide. Moscou cherche parallèlement à réactiver les structures antiterroristes élaborées dans le cadre de la Communauté des États indépendants (CEI), et surtout à associer la Chine par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>2</sup>.

1. Le Traité de sécurité collective a été signé en 1992 ; l'OTSC, créée en avril 2003 par la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan.

2. Depuis 2001, l'OCS réunit la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

L'opération conduite par les États-Unis en Afghanistan, qui s'accompagne de l'ouverture de bases dans la région, modifie en profondeur l'approche de Moscou. La position de V. Poutine est un compromis dans la mesure où il soutient sans réserve l'intervention en Afghanistan, sans autoriser ses troupes à y participer. Pour L. Jonson, cette campagne révèle l'échec de la politique russe en Asie centrale, en raison non pas tellement de l'implantation américaine (qui, à certains égards, réévalue l'influence russe dans d'autres domaines) mais surtout de l'inanité des structures mises en place par Moscou. À aucun moment, les structures antiterroristes de l'OTSC ou de l'OCS n'ont été utilisées par les forces de la coalition, qui ont privilégié la voie bilatérale avec les pays de la région.

La troisième partie de l'ouvrage se concentre sur les facteurs intérieurs et régionaux de la politique russe, en particulier le partage des responsabilités entre ministères russes et la réalité – exagérée dans certains cas, méconnue dans d'autres – de l'islam politique en Asie centrale. La dernière partie replace l'Asie centrale dans l'ensemble de la politique étrangère russe qui doit désormais s'adapter à l'internationalisation de la zone, une adaptation qui n'est pas forcément synonyme de perte d'influence.

En se focalisant à juste titre sur les questions de sécurité, L. Jonson aborde sans doute trop rapidement les questions énergétiques, pour-

tant cruciales. Reste l'essentiel : ce livre informé traite, de manière claire, un sujet méconnu en Europe et aide à saisir les enjeux d'une région décisive pour la stabilité mondiale.

**Thomas Gomart**

### **L'ENJEU UKRAINIEN. CE QUE RÉVÈLE LA RÉVOLUTION ORANGE**

Étienne Thévenin  
Paris, CLD Éditions, 2005,  
214 pages

### **L'UKRAINE EN RÉVOLUTIONS**

Bruno Cadène  
Paris, Jacob-Duvernet, 2005,  
216 pages

Parmi les nombreux titres parus en Europe sur l'Ukraine à la suite à la « révolution orange », voici le point de vue d'un chercheur, Étienne Thévenin, et celui d'un journaliste, Bruno Cadène. Les deux auteurs analysent le passé/présent de l'Ukraine : aujourd'hui sous les feux de l'actualité internationale, Kiev était resté jusqu'aux événements de décembre 2004 dans l'ombre de la Russie. L'indépendance de l'Ukraine (1991) ne s'est pas accompagnée d'un vent de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme. Elle n'a pas non plus permis au peuple ukrainien de se réapproprier totalement son histoire, objet d'âpres débats entre Ukrainiens et Russes.

Or cette histoire est essentielle pour comprendre la diversité politique, culturelle et religieuse de l'Ukraine,

ses clivages régionaux, ainsi que les réactions provoquées par la dernière élection présidentielle. Une démarche similaire est adoptée par chacun des auteurs : partir de la description des événements récents (révolution orange), puis remonter le temps. Ces deux mises en perspective sont, en fait, complémentaires : malgré les inévitables recouplements, les auteurs se focalisent sur des périodes et des personnalités historiques différentes. Cette démarche vise, d'une part, à aider un large public à aller au-delà des clichés habituels et, de l'autre, à proposer un bilan historiographique soulignant les carences de la recherche.

L'Ukraine a un passé douloureux. Le <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle y a été particulièrement sanglant : entre 1917 et 1953, 20 millions d'Ukrainiens auraient péri dans les guerres, les famines, les massacres nazis, les déportations, les répressions staliniennes, la collectivisation forcée et l'accident de Tchernobyl (26 avril 1986). Autant d'épreuves qui en font un pays martyr aux yeux d'Étienne Thévenin. Terre fertile débouchant sur la mer Noire, abritant les gisements de fer et de charbon de la région de Donetsk, l'Ukraine a toujours été considérée comme vitale pour la Russie, dont les dirigeants (impériaux ou soviétiques) n'ont jamais hésité à employer les méthodes les plus brutales pour briser les résistances d'une population traversée par un très fort sentiment national. Les méthodes vont ici de l'interdiction d'enseigner la langue

et la culture ukrainiennes jusqu'à la famine provoquée volontairement en 1932-1933 (au même moment, l'Union soviétique continuait à exporter du blé ukrainien). Thévenin revient longuement sur cette période noire – appelée *Holodomor* (« extermination par la faim ») – sur laquelle il a mené de nombreuses recherches.

La fin de la période communiste a généré d'autres maux, qui expliquent la déception profonde de la société ukrainienne. Corruption, criminalité, assassinats de personnalités emblématiques (comme le journaliste Guéorgui Gongadzé) se sont répandus alors que les fortunes se constituaient rapidement sur des privatisations douteuses. La dégradation du contexte social et la défiance à l'égard du pouvoir de Leonid Koutchma ont abouti à une profonde crise du régime. En choisissant la couleur orange, couleur de la citrouille, la société ukrainienne a pacifiquement symbolisé son refus d'être dirigée par un successeur désigné par L. Koutchma : selon la tradition ukrainienne, une jeune fille présente une citrouille à un prétendant auquel elle se refuse.

On perçoit la profonde sympathie, voire l'admiration, des deux auteurs pour cette société ukrainienne mature, qui fut capable d'imposer ses choix avec calme et détermination. Leur attachement à l'Ukraine les pousse à plaider en faveur de son adhésion à l'Union européenne. Ils reprochent d'ailleurs à cette dernière (et à la

France, en particulier) d'avoir trop longtemps délaissé Kiev par crainte de froisser le partenaire russe.

Politiquement, les nouvelles autorités ukrainiennes disposent de peu de temps pour faire leurs preuves : les élections législatives prévues en mars 2006 sont la prochaine échéance. Cependant, d'ores et déjà, la « révolution orange » a eu de profondes incidences géopolitiques et servira peut-être de modèle dans l'espace post-soviétique. B. Cadène consacre le dernier chapitre de son livre à un tour d'horizon rapide des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) pour envisager les probabilités d'une « révolution en couleur ». Même si une révolution dans les pays comme l'Ouzbékistan ou le Kazakhstan (sans parler de la Russie) semble peu probable dans l'immédiat, il est clair pour l'auteur que les régimes autoritaires, installés après la chute de l'Union soviétique par l'ancienne nomenklatura, sont fragilisés. Une *nouvelle ère* pourrait bien s'ouvrir, qui verrait l'arrivée au pouvoir de jeunes dirigeants formés en Occident.

**Tatiana Jean**

## PARMI LES LIVRES REÇUS

---

Mourlon-Druol, E., *La Stratégie nord-américaine après le 11 septembre. Un réel renouveau ?*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Pondi, J.-E. (dir.), *L'ONU vue d'Afrique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005.

Porteret, V. et E. Prévot, *Le Patriotisme en France aujourd'hui*, Paris, Ministère de la Défense, « Les Documents du C2SD », n° 72, 2004.